L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR BULLIT, KANE & Cie.

No. 81, Gravier-rue.

Conditions: Quotidienne, $10 par année; Hebdomadaire, $5 par année, payable d'avance.

NOUVELLE-ORLEANS:

JEUDI MATIN, 29 JUILLET 1841.

POUR GOUVERNEUR:

HENRY JOHNSON.

A qui appartient l'exécution d'une sentence de mort portée contre un esclave par la Cour spéciale formée du Juge de Paroisse et d'un certain nombre de francs-tenanciers, d'après les dispositions du code noir ?

La condamnation à mort de l'esclave Hamilton par une pour spéciale suscite une sorte de conflict négatif d'autorité entre le shérif de la Cour Criminelle et le shérif d'Orléans proprement dit. C'est à qui n'exécutera pas la sentence de mort portée contre Hamilton. Et qui est le vague, l'incertitude et l'insuffisance des lois sur la matière que chacun d'eux a obtenu une consultation de plusieurs procats en faveur de son opinion.

Le shérif de la Cour Criminelle soutient qu'étant exclusivement le shérif de la Cour à laquelle il est attaché, il n'est obligé qu'à l'exécution des sentences rendues par cette cour ; avec d'autant plus de raison que lors de l'adoption des lois de division on a défini les devoirs des shérifs spéciaux, ce qui laisse à la charge du shérif d'Orléans tous les devoirs non énumérés; que l'esclave Hamilton a été condamné par le juge de la Cour de Paroisse et que c'est par conséquent au shérif dans les attributions duquel se trouve la Cour de Paroisse à faire exécuter la sentence; que la seconde loi de division passée le 19 février 1841, porte, section 2: "A l'avenir le devoirs du shérif de la paroisse d'Orléans seront limités à la Cour Supérieure, à la Cour des Preuves et à la Cour de Paroisse de la Nouvelle Orléans, *et à telles autres fonctions qui ne sont par du ressort spécial de l'un ou de l'autre des shérifs additionnels*," qu'enfin la même loi porte, section 20: "que tous les writs, ordres et mandats des cours seront exécutés par le shérif des cours desquelles ils émaneront."

Mais le Shérif de la paroisse d'Orléans dans les attributions duquel se trouve la Cour de Paroisse soutient de son côté que la sentence de Hamilton n'a point été rendue par la Cour de Paroisse; que le juge de cette cour assisté de six francs-tenanciers ne jugeait plus comme juge de paroisse, mais comme cour spéciale en vertu des dispositions du code noir; que par conséquent l'exécution de la sentence rendue par cette cour spéciale ne saurait lui être imposée; qu'aux termes de la loi de division déjà citée il n'était plus que le shérif de la Cour Supérieure, de la Cour des Preuves et de la Cour de Paroisse, et n'avait rien à démêler avec les cours spéciales d'aucune espèce; que l'absence de toute disposition législative prise et réduit à conclure par analogie, il semblerait que l'exécution des sentences rendues par des cours spéciales ayant juridiction criminelle dont appartenait au shérif criminel; qu'on ne saurait arguer de la section 2, de la loi de 1841, puisque dans cette loi il n'est pas question du shérif de la Cour Criminelle dont les fonctions spéciales ont été crées par la 1re. loi de division de 1840, mais seulement des shérifs du Commerce de District qu'il n'ont évidemment rien à voir dans la question.

De ces deux opinions contradictoires et en faveur de chacune desquelles militent, comme on voit, de bonnes et puissantes raisons, quelle est la meilleure et qui appartient-il de décider ? C'est ce que nous n'osons dire.

Cependant il y a urgence de prendre une détermination. L'esclave Hamilton est condamné à être exécuté le 7 du mois prochain et qu'arrivera-t-il si bon n'a pris aucune mesure pour faire cesser le conflit qui existe ? La peine qu'il doit subir le 7 en vertu du jugement qui le condamne, pourra-t-elle légalement lui être infligée plus tard ? Tout ce que nous pouvons faire c'est d'appeler sur cette question délicate l'attention de l'autorité compétente.

Mais nous croyons devoir donner en terminant, cumingnication d'une boutade un moins ingénieuse qui vient de nous être envoyée à ce sujet. Elle prouve clairement entr'autres choses que nos législateurs pourraient apporter plus de soins à condamner les lois qu'ils sont appelés à amender et à modifier.

DIALOGUE ENTRE DEUX JURISCONSULTES.

Décidément, mon ami, nos juges pourront bien juger et condamner, mais Dieu seul connaît celui qui exécutera les sentences rendues.

Que me dites-vous là ? serait-il possible que l'ambiguïté de nos lois fut telle que l'exécution de la justice devint impossible ?

Sans doute. Par exemple, quel est celui des shérifs qui a le pouvoir d'exécuter les ordres émanant de la Cour Criminelle ?

Le shérif de la Cour Criminelle, il n'y a pas le moindre doute, d'ailleurs pour en convaincre, il suffit de jeter un coup d'œil sur les sections 1ère. et 2me. d'un acte approuvé le 8 mars 1831 et dont l'objet est de créer une place de shérif de la Cour Criminelle de la Nouvelle Orléans.

Et quelles sont donc les dispositions de ces deux sections ?

La 1ère. établit qu'un officier sera nommé par le Gouverneur avec l'avis et le consentement du Sénat et qu'il sera connu sous le nom de shérif de la Cour Criminelle de la Nlle. Orléans; il a, de plus, que toutes fêtes, ordres, mandats, et autres procès émanant de la Cour Criminelle de la N.-Orléans seront exécutés par le shérif de ladite Cour Criminelle et qu'à cet effet le shérif de la paroisse d'Orléans, Vous savez mon cher collègue, que les dispositions de ces deux sections sont excessivement claires et qu'elles ne laissent pas le plus léger doute quant à l'obligation du shérif de la Cour Criminelle de la Nouvelle-Orléans d'exécuter les ordres émanant de cette cour.

Mais qu'elle est donc la Cour Criminelle de la Nouvelle Orléans à laquelle vous faites allusion ?

Et parbleu, celle qui a été créée par l'acte du 12 mars 1718, qui a été modifiée plus tard par l'acte du 4 mars 1819.

Mais, mon cher collègue, cette Cour Criminelle de Nouvelle-Orléans a été défunte, depuis près de vingt ans.

Comment ! elle est défunte, dites-vous ?

Oui, oui, sans doute. Lisez la section 3 de l'acte du 1er. Janvier 1921, et vous verrez que la Cour Criminelle du 1er. district a été subrogée à la Cour Criminelle de la Nouvelle Orléans, et que cette dernière a été abolie. Lisez la section 1ère. de l'acte du 17 février 1821, et vous vous convaincrez que bien que le tribunal ait siégé à la Nouvelle Orléans, elle n'a pas cependant reçu le nom de *Cour Criminelle de la Nouvelle Orléans.*

Qu'est-ce que tout cela veut dire ?

Cela veut dire, mon cher collègue, qu'une cour qui n'existe pas n'a aucun pouvoir de lancer des ordres, mandats et autres procès, et que conséquemment, comme la Cour Criminelle de la Nouvelle Orléans n'existe plus, celui qui est chargé d'exécuter ses ordres n'a rien à faire, ni à exécuter.

Mais enfin, la Cour Criminelle du 1er. district existe, et le shérif de la Cour Criminelle de la Nouvelle-Orléans sans doute ne pas rester les *bras croisés* peut bien se procurer le petit divertissement d'exécuter ses ordres, d'ailleurs, l'intelligence des magistrats peut bien suppléer au silence de la loi.

Supposons-nous, mon cher collègue, que cela soit très légal ? et pensez-vous que dans Constitution ne soit pas là pour venir s'opposer à une semblable manière de procéder ? Du reste la matière est tellement embrouillée que je la livre de bon gré à la judiciaire de ceux qui en vertu de leurs certificats, émanant de la puissance souveraine, sont supposés être plus aptes à la décider que moi. Ainsi donc, sur cette question un bon chrétien; rapetons nous-nous-nous.

A propos, vous savez que nous allons avoir bientôt le spectacle d'une pendaison ?

Comment notre-mère-nous-le-pendaison ? Est-il classique ou romantique ? Quel terrible intérêt a-t-il été la cause de son crime ? ou enfin, la main de la malheureuse n'a-t-elle été armée par le démon de l'amour ou de la jalousie ?

Rien de tout cela, mon cher collègue, c'est un nègre qui a violé nos lois d'une manière flagrante en commettant une tentative de meurtre sur la personne d'un blanc.

Et c'est sans doute la Cour Criminelle de la Nouvelle Orléans qui l'a condamné ? et alors une foule d'objections légales vont se présenter pour empêcher le shérif d'en ésuter la sentence ?

Non, il a été condamné par une cour spéciale, présidée par le juge de la Cour de Paroisse, assisté de six francs-tenanciers, et celui qui doit maintenant exécuter est le shérif de la paroisse d'Orléans. Cari résulte clairement de la section 2 d'un acte approuvé le 10 février 1841 et ayant pour objet de créer deux shérifs additionnels, dans la paroisse d'Orléans. En effet, il est dit dans cette section que les devoirs du shérif de la paroisse d'Orléans seront limités à la Cour des Preuves, à la Cour de Paroisse, et à la Cour Supérieure, et qu'il remplira en outre les autres fonctions qui ne sont pas du ressort spécial de l'un ou l'autre des shérifs additionnels. Or, comme l'obligation d'exécuter les sentences de la cour spéciale pour juger les esclaves n'a été dévolue à aucun des shérifs additionnels, il s'en suit que ce pouvoir reste encore au shérif de la paroisse d'Orléans, et que ce dernier doit aux termes de la section 1ère. de l'acte de 17 février 1821, exécuter la sentence de cette cour spéciale.

Je suis fâché de différer encore d'opinion avec vous; mais il me semble qu'aux termes de la section 20 de l'acte de 1841 que vous avez cité, les shérifs ne peuvent exécuter que les writs, ordres, et mandats des cours qui leur sont dévolus par la loi, or, le shérif de la paroisse d'Orléans, aux termes de l'acte de 1841 n'est chargé que de l'exécution des ordres de la Cour Supérieure, de la Cour des Preuves et de la Cour de Paroisse. Il n'est nullement question de la cour spéciale pour juger les esclaves et je ne vois pas de quelle cour pourrait s'étayer pour exécuter cette sentence.

Maintenant de la section 2 du même acte et aussi en vertu de la section 1ère. de l'acte du 25 mars 1813.

Tout cela n'est pas clair pour moi, cher collègue; je la crois que nous ferions mieux, laissant la question de côté, de nous réunir pour arriver à une conclusion.

Volontiers.

Et bien, donc, le avec franchise, dix avocats à 1 000 piastres seraient suffisants pour bouleverser la société entière, et il n'est pas de loi, quelque parfaite qu'elle soit, qui ne puisse se prêter à l'élasticité de l'interprétation. Ainsi, on ne saurait trop méditer sur les lois qui touchent à l'ordre public et à l'ordre humain.

Ces messieurs, [illegible] destinées à être [illegible] ne sont pas [illegible] il ne nous reste [illegible] pour éclairer. Ainsi [illegible]

[illegible] Le 19 du dernier il est arrivé à Liverpool dix jours après la Nouvelle Orléans.

INTERIEUR.

WASHINGTON, 15 juillet 1841.

[*Correspondance de l'Abeille.*]

La bill d'emprunt a passé aujourd'hui au Sénat par 27 contre 20. Voici les noms des votans :

Oui—MM. Barrow, Bates, Bayard, Berrien, Clay du Kentucky, Clayton, Dixon, Evans, Graham, Henderson, Huntington, Kerr, Mangum, Motchell, Porter, Preston, Simmons Smith de Rhodiana, Southard, Tallmadge, White, Woodbridge —23.

Non—MM. Allen, Benton, Buchanan, Calhoun, Clay de l'Alabama, Cuthbert, Fulton, King, Lian, Mouton, Nicholson, Pierce, Sevier, Smith de Connecticut, Sturgeon, Tappan, Walker, Woodbury, Wrights, Young—20.

Ce bill autorise le Président à emprunter $ 13 millions pour retirer de la circulation les bons de la trésorerie et payer d'autres dettes léguées à l'administration actuelle par ceux que le peuple a réprouvé. Avant d'aller aux voix il y a eu une discussion assez vive. M. Calhoun soutenu qu'un *trésor embarassé constribuait à favoriser la liberté*; ce qui est encore, entre des ces théories incompréhensibles qu'aura à développer le sénateur de la Caroline du Sud. Buchanan prit analogie, Mr. Calhoun doit vouloir maintenant par analogie, Mr. Calhoun doit vouloir maintenant par analogie, mettre les individus dans le plus grand embarras pécuniaire possible puisqu'il pense que la prospérité est funeste à la liberté.

La chambre s'est occupée à discuter le bill des fortifications sur lequel on votera demain. L'adoption de ce bill est douteux.

On dit que Mr. Archer appuiera ce bill de distribution des terres publiques; s'il en est ainsi ce bill passera malgré l'opposition de quelques whigs prétendus, pouvu toutefois qu'il n'y en ait pas d'autres que ceux déjà connus.

Le bruit court que le chef de l'exécutif a sérieusement offensé aujourd'hui un des membres de son cabinet en réintégrant dans leurs fonctions quelques uns des gens que le secrétaire avait jugé convenable de destituer. Cette circonstance fait douter de la stabilité du cabinet actuel. Il y en a même qui en tirent la conclusion qu'il n'est pas impossible que le Président ne cherche pas à se débarrasser de cette manière de certain de ses secrétaires. On pense d'ailleurs que deux ou trois membres du cabinet se prêteraient du chemin qu'on leur a fait faire dans le vaste champ de la métaphysique-eclectico-politique.

Le bill de la Banque sera repris demain et je ne connais aucun nouveau fait qui sont de nature à modifier l'opinion que j'ai déjà manifestée sur le sort qui l'attend. Les whigs de la chambre attendent avec impatience le rapport du comité spécial chargé d'examiner un bill analogue. Le rapport sans nul doute sera fatal à ceux qui l'ont mis en avant.

Le colonel Worth et Commodore sont à Tampa-Bay le colonel a fait rematcher sur tera le chef sauvage et lui a promis que si dans un délai donné, sa famille et ses amis ne s'étaient pas rendus, il le ferait pendre haut et court.

Sa majesté Coacoochee a reçu cette communication de la manière la plus diteuse et s'est empressé d'expédier des messagers à ses frères pour leur faire part de cette agréable perspective. Il sait que le colonel Worth le tenait bel et bien pendre comme il le dit.

Malgré les maladies les troupes continuent à battre la paye. Un indien a promis au capitaine Seawell du 7me. d'infanterie de le faire pénétrer jusqu'au Camp de Halleck-Jestenuggee sur l'Ocklawaha. Le capitaine s'est immédiatement mis en campagne.

On lit dans la correspondance du *North American* de Philadelphie :

"La destination du vaisseau des E. U. *Delaware* est changée, il n'ira pas dans la Méditerranée ; on l'envoie sur les côtes du Brésil. C'est une mesure de précaution prise en faveur de notre marine marchande dans le cas d'une guerre avec l'Angleterre. On comprendra la sagesse de cette mesure, s'il y avait la plus légère apparence qu'une pareille collision put avoir lieu; l'envoi du *Delaware* dans l'Amérique du Sud, doit avoir d'autres motifs."

Marine.—L'*Ohio*, vaisseau de guerre des E-Unis est arrivé à Boston, le 17, sous le commandement du Calmodore Hull. Ce batiment arrive directement de la Méditerranée; il a quitté Toulon le 8 mai, Port-Mahon le 20 du même mois, Malaga, le 9 juin et Gibraltar le 15. Sa traversée de ce dernier port à Boston a donc été de 31 jours.

Parmi les passagers du *Caledonia*, se trouvait M. Samuel Jaudon, agent de la Banque des E-Unis à Londres.

ILLINOIS.—L'élection de trois membres du Congrès aura lieu dans cet Etat le 3de mois prochain, la délégation actuelle est composée d'un whig, d'un conservatif et d'un locofocoiste trois représentants seront probablement élelus.

Le colonel Tuck qui vient d'être nommé ministre résident en Russie, est né dans le Kentucky, à une époque où le Ky n'était pas encore un Etat. Il a été le compagnon d'études du président Tyler, du sénateur Rives et de l'avocat général Crittenden. Après avoir fait par ses degrés au collége de "William et Mary," il se fit avocat. Lors de la guerre de 1812 vint l'arracher dans sa carrière. Il entra au service sous le général Harrison et se battit pas à devenir son aide de camp. Il se fit particulièrement remarquer à la bataille de la Tamise, et vers la fin de la guerre, il servait comme inspecteur général de l'armée. Sous le président Monroe il fut de 1817 à 1821, chargé d'affaires dans l'Amérique du sud, et mérita, dans ce poste, l'approbation formelle du président. Revenu dans son pays il se livra d'abord à l'agriculture, puis il devint l'un des plus remarquables écrivains de la presse politique. On sait qu'elle part active il a pris à l'élection du général Harrison dont il fut toujours l'ami sincère et dévoué. Le colonel Tuck, par l'énergie de son caractère, la noblesse de ses manières, et la dignité de sa vie, se montrera digne représentant des E.-U.

Banque des Etats-Unis.—On sait que l'un des directeurs de cette institution, William Ayres, a blâmé dernièrement la décision prise par la direction de pour-suivre Nicholas Biddle. Sa protestation renfermait quelques allégations que la direction a cru devoir immédiatement contredire. Elle a publié à ce sujet dans le North American de Philadelphie des résolutions assez développées. Ce sont là des réglements de compte en famille dont nos lecteurs n'ont que faire.

Le *Britannia* est parti de Boston le 17, emportant 62 passagers pour Liverpool et 22 pour Halifax, ainsi qu'un nombre considérable de lettres et de dépêches.

EXTERIEUR.

TEXAS.

Par l'arrivée du steamer Kingston nous avons reçu du Texas nos journaux jusqu'au 25 de ce mois. Le manifeste du Kingston dit que l'expédition de Santa Fé a rencontré un corps considérable d'indiens dans le haut du Brazos et qu'elle a été obligée de prendre des *renforts* pour continuer sa route; il n'y a pas de doute qu'à l'heure qu'il est les sauvages sont en pleine déroute.

Le capitaine Demmy a été pris par les mexicains et relaché presqu'immédiatement.

La barque anglaise Monan, capitaine Campbell, est arrivée à Galveston le 23 du courant, consignée à M. Charles Power, avec un chargement de marchandises de toute espèce et un bon nombre de passagers.

La presse s'occupe presqu'exclusivement des élections présidentielles. Le général Houston premier président de la république du Texas, est aujourd'hui le candidat populaire.

Les côtes d'Afrique viennent encore d'être le théâtre d'une violation de droit international dont la marine anglaise semble parfois se faire un jeu. Un brick de guerre anglais a fait feu sur le gorlette hollandaise *Argus*. Pendant heureusement n'a été atteint. Le croiseur anglais après cette belle expédition a continué sa route, sans aborder la goulette.

VARIETES.

UN AMI.

Rara avis in terris.

Deux classes de lecteurs sont prêts de ne point lire ce récit : celle qui ne croit point à la délicatesse de cœur des hommes, de sexe, celle qui ne se laisse émouvoir que par des combinaisons péniblement tortuées, par des inventions ou folles, ou monstrueuses. Mon histoire n'est point écrite pour ces lecteurs, c'est une histoire toute simple, toute naïve. Ceux qui ne lisent point avec le cœur ne la comprendraient pas donc qu'ils s'abstiennent !

En 1833, il y avait dans la rue Rochechouart un banquier dont la réputation de probité et d'intelligence ne connaissait point de rivale soit à Paris, soit dans les départements. Cet homme s'appelait Jean Delaunay. Sa fortune était si immense, car, dans toutes affaires que cet homme avait faites pendant vingt années de sa vie n'avaient été fructueuses; mais comme il était d'une serviabilité magnifique, comme pour toutes les misères humaines en horreur n'était jamais fermé, Jean Delaunay jouissait seulement d'une honnête aisance.

La crise qui, grâce à des craintes plutôt feintes que réelles, grâce à du bonheur spéculations dirigées tout à la fois et contre la fortune, et contre les libertés publiques, reçut notre révolution de 1830, et entraîna la chûte d'une foule de petits commerçants, cette crise porta une rude atteinte à la prospérité de M. Delaunay, car toujours le banquier s'était fait un devoir de commanditer les commis où les ouvriers qu'il jugeait assez habiles pour qu'il n'y eût pas témérité de leur part à courir les chances d'un établissement. Or, au milieu de *l'émotion générale*, quelques-unes des maisons commanditées par M. Delaunay furent à la veille de suspendre leurs paiemens : il fallut venir à leur aide, de là une gêne profonde pour l'honnête négociant.

Cependant, quoique la tempête eût été violente, rien n'était désespéré, et, à force d'activité, de persévérance et de courage, M. Delaunay eût sans doute relevé la maison que son intelligence avait, pendant vingt ans, fait briller d'une éclatante splendeur. Le moment ne permit pas que le travail vînt cette fortune dissipée par le hasard. Au mois de septembre 1836, une phthisie pulmonaire enleva M. Delaunay, qui mourut avec la douleur de laisser une orpheline après lui.

Pauline Delaunay avait dix-sept ans. Elle était à cette époque de la vie où pour une jeune fille l'appui d'un père, la tendresse d'une mère sont choses tout à la fois délicieuses et nécessaires. Hélas ! Pauline n'a-

PAR AUTORITE.

ALTE [illegible] personnes en contact [illegible] Etat et pour d'autres objets.

Section 1ère. [illegible] par le Sénat et la Chambre [illegible] Etat, depuis [illegible] 1841, [illegible] 1841, [illegible] 1841,